

## « Moins d'actifs, plus de retraités. On fait comment ? »

**Michel Husson, économiste, et Pierre Khalfa (Union syndicale G10 Solidaires) sont membres de la Fondation Copernic et du Conseil scientifique d'Attac**

Tel est le titre du placard publicitaire que le gouvernement a fait publier dans la presse. La réforme des retraites est aussi un enjeu de communication et ne doutons pas que le gouvernement va tout faire pour gagner cette bataille. « *Un devoir : sauver le système par répartition* » affirme la communication gouvernementale. Nous n'aurons pas ici la cruauté de nous appesantir sur le lapsus du Premier ministre sur TF1 qui concluait une de ses envolées lyriques par un tonitruant « *il faut sauver la capitalisation !* ». Ce lapsus révèle un embarras profond qui est l'impossibilité de défendre publiquement l'instauration de « fonds de pension à la française » après le repli boursier. Aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, un nombre croissant de salariés découvre qu'il leur faudra travailler plus longtemps (jusqu'à 70 ans au Royaume-Uni !) pour accéder à une pension décente que les fonds de pension ne leur garantissent plus. Le Premier ministre en est donc réduit à parler d'épargne retraite, ce faux nez de la capitalisation qui ne peut évidemment « *sauver la répartition* ». En effet, un bon rendement de la capitalisation suppose, en obligations, des taux d'intérêt réels élevés, contraires à la croissance et donc à l'emploi, ou, en actions, une compression de la masse salariale. Dans les deux cas, ce sont les ressources du système par répartition qui sont ainsi tarées. En avançant ce type de solution, comme si la glissade des cours boursiers n'avait pas eu lieu, le Premier ministre oublie (à notre tour de « raffiner ») que : « chat échaudé craint l'eau froide ».

« *Personne ne peut accepter que le niveau des retraites soit divisé par deux à l'horizon 2040* ». En effet ! Alors, « *on fait comment ?* ». La question préalable, que le gouvernement se garde bien de poser est la suivante : s'il doit y avoir plus de retraités, ce que personne ne conteste, faut-il, oui ou non leur consacrer une part plus importante du revenu national ? La part des retraites est aujourd'hui de 12,5 % du PIB. Si nous voulons maintenir le niveau des pensions par rapport aux salaires, elle devrait passer à 18,5 %. Doit-on partir du postulat qu'une telle augmentation n'est pas supportable par l'économie française ? Pourtant la part des retraites a augmenté de plus de 7 points de PIB depuis 1950, sans provoquer de cataclysme. Sur les 40 années à venir, le revenu national sera, au minimum, multiplié par deux, et les sommes avancées par M. Raffarin doivent être rapportées à ce gâteau élargi. Des marges de manoeuvres sociétales et financières existent donc. Pour couvrir les évolutions à venir, il faut réaffecter aux retraites environ 0,17 point de PIB chaque année. Or, personne n'est capable de prévoir la croissance sur 40 ans (ni même pour l'année prochaine !) avec une telle précision. On cherche donc, à l'aide de miroirs grossissants, à présenter une évolution parfaitement viable, et à la mesure des transformations de la société, comme un « *choc* », un « *trou* », une « *catastrophe* ».

Cette dramatisation n'est pas innocente : elle permet d'habiller une défense intransigeante des situations acquises par les rentiers, principaux bénéficiaires de la baisse de près de 10 points de la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises. Car c'est bien cette situation que l'on protège en refusant par principe, comme vient encore de le faire François Fillon, la moindre progression du taux de cotisation patronale.

Ne restent plus alors que des mesures hypocrites et dangereuses, comme l'augmentation de la durée de cotisation. Hypocrite, car l'état du marché du travail, où les entreprises se débarrassent de leurs salariés bien avant 60 ans, fait qu'il sera de plus en plus difficile de cumuler les annuités requises pour avoir une pension à taux plein, ce d'autant plus que les jeunes entrent de plus en plus tard dans la vie active. L'augmentation de la durée de cotisation se traduira en pratique par une retraite réduite pour le plus grand nombre. Dangereuse, car elle reviendrait à rompre le contrat entre générations. Si les actifs paient les pensions des retraités, en contrepartie, les salariés âgés laissent leur place sur le marché du travail aux nouvelles générations. Cette exigence est d'autant plus forte que le chômage de masse perdure. Décaler l'âge de départ à la retraite revient à préférer entretenir le chômage des jeunes plutôt que de payer des retraites.

Il en est de même de la « liberté » quant à l'âge de départ. Certes, il faut mettre de la souplesse dans le système actuel, mais une telle « liberté » risque fort de creuser encore les inégalités sociales que le gouvernement prétend par ailleurs réduire : l'espérance de vie à la retraite favorise déjà les couches sociales les plus aisées, et cette « liberté » nouvelle permettrait à ceux qui en ont les moyens de partir plus tôt, tandis que les autres seraient obligés de travailler plus longtemps pour avoir une retraite décente.

Le gouvernement essaie de jouer sur l'opposition entre public et privé. Sous prétexte que Balladur a durablement dégradé la situation des salariés du privé, il faudrait en faire autant dans le public et passer aux 40 ans. Là encore, cela veut dire qu'on finance les retraites par la non-embauche des jeunes. Grandiose conception de la solidarité ! Quant à l'équité invoquée, c'est là encore un sommet d'hypocrisie, et personne ne devrait être dupe : le programme de la droite et du patronat n'est pas 40 ans pour tous. Tout recul du public sera le signe d'une offensive immédiate contre le privé, vers les 42 annuités, en visant les 45 aimablement préconisées par le Medef.

On comprend que, dans ces conditions, le gouvernement veuille bien « écouter, dialoguer », mais surtout pas négocier avec les organisations syndicales. Il découvre brusquement les avantages de la loi, et s'en remettra à une chambre introuvable plutôt que de consulter l'ensemble des Français sur ses projets. Le programme que le Premier Ministre n'a pas eu le courage politique d'annoncer publiquement est aujourd'hui peaufiné dans le secret des ministères. Mais il se pourrait bien que la lumière du jour lui soit fatale, et que la mobilisation des salariés transforme le scénario pour en changer le dénouement.